



Monsieur le Recteur,

Mesdames et Messieurs les membres du Comité social d'administration,

À l'ouverture de ce CSA académique, l'UNSA Éducation souhaite replacer nos échanges dans un contexte général marqué par de **fortes tensions sur les moyens**, une **dégradation continue des conditions de travail**, et des **attentes très fortes des personnels comme des familles** vis-à-vis du service public d'éducation.

S'agissant tout d'abord de la **carte des formations**, notamment de la voie professionnelle soumise aujourd'hui à consultation, nous souhaitons rappeler une réalité que nous partageons tous : la difficulté persistante à sortir nos élèves d'un **déterminisme social, territorial, culturel et de genre** encore très présent particulièrement dans l'académie.

Les élèves peinent à se projeter, hésitent à s'éloigner, ont du mal à envisager un avenir différent de celui que leur environnement immédiat semble leur assigner. Les freins sociaux et économiques sont réels, et personne ne les nie. Mais nous savons aussi que, quels que soient les moyens engagés, il ne sera jamais possible de proposer devant chaque porte l'ensemble des formations et parcours souhaités.

Le véritable enjeu n'est donc pas seulement celui de la proximité de l'offre, mais bien celui de **l'émancipation** et de la **construction progressive de l'autonomie** des élèves. Cela commence dès l'école maternelle. Il ne s'agit pas de produire une orientation précoce et contrainte, mais de permettre à chaque jeune de construire un **projet de vie**, son identité de citoyen, ses envies professionnelles, nourri par la découverte, l'ouverture et l'expérimentation.

Classes de découverte, échanges, jumelages, visites d'entreprises, d'ateliers, de lycées, rencontres inter-établissements, rencontres entre jeunes : toutes ces expériences sont essentielles pour autoriser symboliquement les élèves à envisager un autre possible. Elles rendent aussi plus acceptable, le moment venu, l'éloignement géographique. La carte des formations ne peut donc être pensée sans une **véritable politique d'accompagnement à l'orientation suffisamment insuffisamment étayée aujourd'hui malgré l'engagement des personnels**.

Les arbitrages financiers ont des conséquences très concrètes sur les conditions de travail et sur la qualité du service rendu.

À ce titre, nous alertons de nouveau sur la situation des **AESH**. Même si ces dernières ne peuvent et ne doivent être l'Alpha et l'Omega de l'inclusion, le manque de postes est structurel. Cela accentue considérablement la pression sur l'ensemble du dispositif.

Les AESH, déjà en situation de grande précarité statutaire, subissent des **emplois du temps toujours plus contraints**, des **réaffectations dans l'urgence**, vécues comme brutales, liées à la nécessité de répondre à de nouvelles notifications. Ces réorganisations permanentes engendrent fatigue, désorganisation et perte de sens.

Notre **dernier baromètre auprès des personnels** montre que **plus d'un agent sur deux** se déclare confronté à des situations professionnelles **de plus en plus stressantes**, difficiles à gérer émotionnellement. Ce chiffre est un signal d'alarme. Il engage directement la responsabilité de l'employeur en matière de **prévention, de protection et de réparation**.

Et surtout, cette enquête s'adresse à tous les personnels, ils sont nombreux à répondre : ATSS, PERDIR, AESH, ASSEDU ITRF... enseignants.

Dans la continuité, l'UNSA Éducation réitère avec force sa demande d'un **renforcement de la médecine du travail**, par des **recrutements de professionnels écoutants**. **Nous avons il y a quelques années 3 postes budgétaires de médecin du travail. Ont-ils été supprimés?**

Nous souhaitons ensuite évoquer un enjeu transversal qui impacte déjà fortement et impactera nos pratiques : celui de l'**intelligence artificielle**. Le 20 novembre dernier, l'UNSA Éducation de l'académie de Poitiers a réuni près de **80 collègues sur quatre sites de l'académie** pour une journée inter-métiers consacrée à ces usages. Le constat est clair : l'IA offre de réelles potentialités (gain de temps, aide à la rédaction, création de supports, différenciation, appui administratif), mais elle comporte aussi des **risques majeurs** : erreurs, dépendance, atteintes aux données personnelles, standardisation, fragilisation de compétences.

Nous appelons donc à une **politique académique claire de formation, d'encadrement et de protection des usages**, fondée sur l'esprit critique, la responsabilité professionnelle et la sécurité des données.

Enfin, et c'est essentiel, à l'approche des **120 ans de la loi de 1905**, l'UNSA Éducation tient à rappeler que la **Laïcité est la transcendance qui permet le vivre-ensemble**, dépassant mais respectant les convictions philosophiques ou religieuses de chacune et chacun. Nous refusons de la voir confisquée par des discours d'exclusion ou instrumentalisée à des fins idéologiques.

Une récente enquête de l'IFOP montre que **60 % des Français sont opposés à la prière sur le temps scolaire financé par l'argent public**, y compris parmi des parents d'élèves du privé. Près d'un Français sur deux estime désormais prioritaire de **fondre le privé dans le service public**, et **60 % souhaitent l'arrêt du financement public du privé**. La demande de **contrôles, de sanctions et de conditionnement des aides à des critères de mixité sociale** est aujourd'hui massive.

Dans le même temps, **93 % des parents d'élèves du public ont une image positive de l'École publique**, et près de 95 % se disent satisfaits des résultats scolaires, de l'épanouissement de leur enfant et du travail des enseignants.

Au regard de ces éléments, il est regrettable que, dans les priorités ministérielles actuelles, ne figure pas clairement, l'éducation, la **reconnaissance de l'ensemble des personnels**, enseignants comme non enseignants, qui font vivre quotidiennement l'École de la République.

Plus que jamais, l'UNSA Éducation réaffirme que **l'argent public doit prioritairement aller à l'école publique**, celle qui accueille tous les élèves sans distinction et porte une ambition pour tous.

L'UNSA Éducation continuera à s'inscrire dans un **dialogue social exigeant, loyal et constructif**, au service des personnels, des élèves et des valeurs républicaines.

Nous vous remercions de votre écoute.